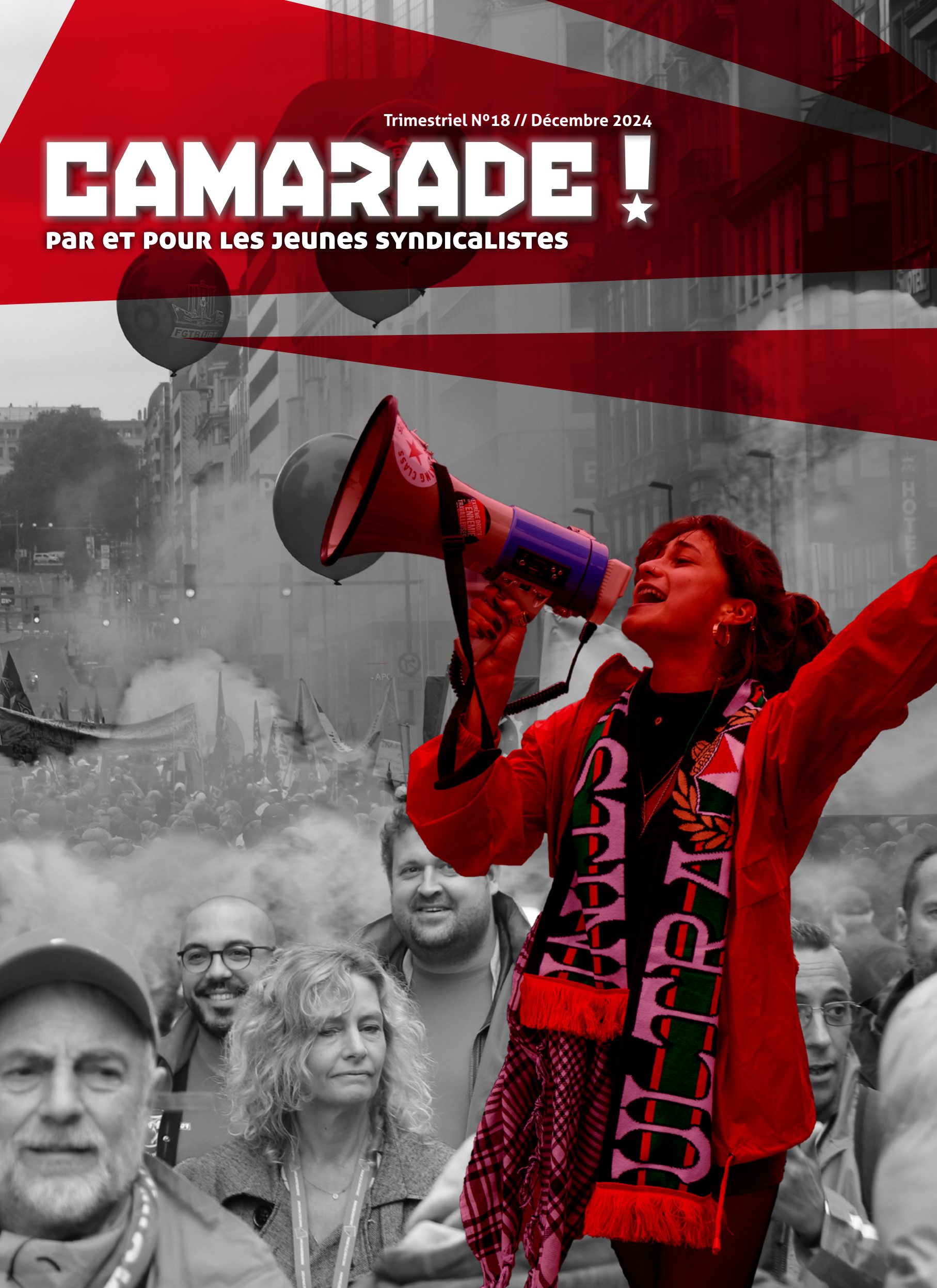


Trimestriel N°18 // Décembre 2024

CAMARADE !

PAR ET POUR LES JEUNES SYNDICALISTES



ÉDITO

Par le comité de rédaction

Si l'extrême-droite échoue à se faire élire en Wallonie, il est plus que jamais nécessaire de lutter contre celle-ci. Tant sa présence dans un parlement que la banalisation de ses idées représentent un danger pour les travailleur-euses.

Depuis plusieurs années, nous assistons à un glissement de la droite traditionnelle vers des postures réactionnaires. Il est devenu difficile d'énumérer l'ensemble des déclarations invraisemblables de membres éminents du Mouvement Réformateur. Ceux-ci recommandent par exemple la lecture d'ouvrages transphobes, banalisent le génocide en Palestine et tentent de faire passer la gauche pour un ennemi intérieur. Sans compter sur leurs votes contre la dépénalisation de l'avortement et pour la loi Frontex qui ont accompagné ceux du Vlaams Belang.

L'extrême-droite n'est pas simplement le nouveau visage du capitalisme. Il ne s'agit pas d'une simple réaction d'une droite apeurée face à la menace de la lutte des classes. Il s'agit d'une réponse radicale et dangereuse au sentiment de déclassement et qui le manipule. Ce que les libéraux francophones essaient d'imiter, le regard tourné vers la France de Macron et les États-Unis de Trump.

Le développement de l'extrême-droite, en Wallonie comme partout dans le monde, est une tentative d'organiser et manipuler les travailleur-euses pour servir les intérêts de la bourgeoisie. Les syndicats ont un rôle éminent à jouer dans la lutte antifasciste, par l'éducation populaire et en travaillant à l'unité de la classe ouvrière, sous toutes ses formes.

SOMMAIRE

DOSSIER THÉMATIQUE

2 SE DÉTOURNER DE L'EXTRÊME-DROITE

3 CRYPTO-FASCISME : UNE CHIMÈRE QUI EN CACHE UNE AUTRE

4 LES SOUTIENS D'EXTRÊME-DROITE À ISRAËL

5 INTERVIEW : TOUT DONNER CONTRE LE FASCISME

7 LA RÉVOLUTION DES CÉILLETS : UNE RÉVOLUTION SOCIALISTE

EN RÉGIONALE

8 LIÈGE & VERVIERS

VARIA

9 DÉFENDRE LE CHÔMAGE, C'EST DÉFENDRE L'EMPLOI

SECRÉTARIAT

10 LANCEMENT D'UNE NOUVELLE ENQUÊTE : LES JEUNES ET LE TRAVAIL



QUI SOMMES-NOUS ?

Les Jeunes FGTB sont un mouvement progressiste et autonome. Nos membres adhèrent aux idéaux antiautoritaires et aux objectifs de révolution sociale de la FGTB. Nous nous voulons être une force de changement et d'innovation, y compris au sein de la FGTB. Nous souhaitons construire des rapports de force en développant une dynamique participative, avec le contrôle des travailleur-euses et des étudiant-es.

Les Jeunes FGTB agissent pour un changement radical de société où chacun-e puisse jouir de tous les droits en sa qualité d'être humain, où le partage de toute forme de richesse et l'égalité entre toutes soient effectifs. Iels agissent pour un réel développement durable et universel. En ce sens, nous rejetons les valeurs du capitalisme et du néolibéralisme. Ensemble, nous luttons contre l'exclusion et toute forme de discrimination.

Les Jeunes FGTB poursuivront leurs buts en collaboration avec tout groupe qui a les mêmes objectifs ou la même vision de l'action à mener, tout en gardant leur indépendance. Dans cette perspective, nous nous prononçons sans ambiguïté pour la primauté de l'action interprofessionnelle et universaliste – espace par excellence de la solidarité – et contre tout corporatisme.

Le média *Camarade !* a fait le choix d'employer l'écriture inclusive. Nous pensons que la codification académique de la langue française est un outil de domination et qu'il est nécessaire de continuer à faire évoluer le français dans une optique progressiste face à l'immobilisme instauré par une poignée d'hommes sexistes et conservateurs au sein d'institutions cherchant à figer et réglementer la langue. Nous sommes convaincu-es que le langage peut être vecteur de changement et que l'emploi de l'écriture inclusive peut participer à réduire l'invisibilisation des femmes et à sortir de la binarité en visibilisant les minorités de genre.

Dans ce contexte, toutes les personnes interviewées pour notre journal sont averties que toutes leurs citations sont rendues inclusives à la publication. Par ailleurs, lorsqu'un genre est surreprésenté au sein d'un groupe de personnes et qu'en faire la mention visibilise la nature genrée d'une situation que l'on souhaite dénoncer, nous ferons le choix de ne pas rendre l'énoncé inclusif : dire que « les aide-ménagères exploitées » sont majoritairement des femmes et « les grands patrons » des hommes a un sens militant que nous ne souhaitons pas effacer.

SE DÉTOURNER DE L'EXTRÊME-DROITE

PAR JULIETTE LÉONARD

// MILITANTE AUX JEUNES FGTB

Cet article résume une étude publiée par le CVFE en septembre 2024.¹ Dans cette étude, nous nous sommes posées la question « peut-on se détourner de l'extrême droite ? ». Afin de répondre à celle-ci, il nous a semblé primordial de d'abord réfléchir aux facteurs qui poussent ces électeurs et électrices à se tourner vers ces partis. Ces facteurs sont nombreux et il n'existe pas une seule explication qui permettrait de saisir un vote, qu'il soit pour l'extrême droite ou autre. S'il existe un mythe libéral de l'électeur rationnel qui vote en ayant pris connaissance de tous les programmes, qui sait se situer sur une échelle gauche/droite, etc., la réalité en est pourtant bien loin. En effet, cela fait des décennies que les études sur le vote démontrent que celui-ci n'est pas la traduction des opinions des citoyen-nés. D'ailleurs, plus l'électorat est populaire, moins son vote correspond à ses idées. Par ailleurs, un même vote peut refléter des motivations diverses : l'un-e peut voter par conviction, un-e autre par dépit ; certain-es apprécient un aspect particulier du programme, tandis que d'autres aiment la manière d'être du candidat... De plus, le poids de l'entourage ou la volonté d'intégration au groupe majoritaire sont également non négligeables. Seules des études qualitatives peuvent mettre en lumière ces motivations.

Il en va de même pour l'électorat d'extrême droite. Les enquêtes de terrain démontrent que les votes pour l'extrême droite cachent différentes interprétations, significations et que ces partis font pencher vers eux des personnes aux profils et opinions variées. Par exemple, au sein d'une même section RN, il est possible de rencontrer une personne qui remettra en question l'État social, tandis qu'une autre personne ne le remettra pas en question, mais décrira la compétition pour accéder à ses ressources. Nous avons également vu que, loin de l'image de fanatiques, les électeurs et électrices d'extrême droite ne démontrent pas une adhésion totale au parti pour lequel ils votent. Leur vote est accompagné de doutes, craintes, peut s'alterner avec des votes pour d'autres partis et est bien souvent émis sans enthousiasme. Le vote pour l'extrême droite est loin d'être immuable.

Néanmoins, si les motivations de cet électorat ne peuvent être réduites à du racisme, ne nous y trompons pas : les personnes qui votent pour les partis d'extrême droite démontrent plus de stéréotypes racistes que le reste de la population et perçoivent très négativement l'immigration. D'ailleurs, 54% des votant-es RN se définissent eux-mêmes comme racistes. Mais ce constat ne doit pas nous limiter dans la compréhension de cet électorat, ni nous amener à faire un lien direct entre un vote pour l'extrême droite et le racisme. Par ailleurs, le racisme est multiforme et imprègne d'autres groupes sociaux ainsi que notre division du travail, la spatialisation de nos villes, etc. et ne saurait être réduit aux stéréotypes de cet électorat.

De cette étude, retenons que ces électeurs et électrices ne peuvent être réduits-es à des beaux, des personnes non éduquées, des imbéciles, etc. tant une diversité de raisons, micro et macro, expliquent ce vote. Il nous faut d'ailleurs également pointer un contexte sociétal qui est favorable à la montée de l'extrême droite. Ces partis et leur électorat ne sont pas isolés du reste de la société et leur ascension ne se fait pas seule : soulignons, par exemple, la trop grande place qui leur est réservée dans différents médias, la complaisance de certains partis politiques à leur égard. Et, *in fine*, la compréhension de ce phénomène est à situer dans un contexte néolibéral de mise en concurrence pour nos ressources publiques qui crée de l'insécurité sociale et attise la haine de l'autre.

Avec ces constats en tête, nous nous rendons compte que poser la question de la possibilité de se détourner de l'extrême droite vers des partis progressistes peut paraître naïf tant l'adhésion n'est pas totale. Si ces changements de bord politique sont statistiquement rares, nous croyons, particulièrement en tant que travailleuses d'éducation permanente, que ceux-ci peuvent se produire. Nous sommes persuadées que la lutte contre l'extrême droite passe par nos méthodes d'éducation populaire et le travail de nos associations. Via notre travail de terrain et notre maillage associatif, nous pouvons empêcher les idées d'extrême droite de s'installer dans les sociabilités du quotidien où elles prospèrent. Il est essentiel de maintenir la vivacité de notre société civile, de ne pas laisser de vides politiques se créer et, plus que jamais, de se battre pour de nouveaux droits sociaux. Car c'est en luttant pour une société égalitaire et solidaire et en démontrant qu'il existe des alternatives que nous arriverons à lutter contre ces partis réactionnaires.



POUR ALLER PLUS LOIN

nous conseillons les travaux des sociologues Raphaël Challier, Nonna Mayer, Félicien Faury, Christèle-Lagier, Vincent Tiberj.

1 Léonard Juliette « Se détourner de l'extrême droite : quelques éléments de sociologie utiles à la compréhension de cet électorat », CVFE : <https://www.cvfe.be/publications/etudes/523-se-detourner-de-lextreme-droite-quelques-elements-de-sociologie-utiles-a-la-comprehension-de-cet-electorat>

CRYPTO-FASCISME : UNE CHIMÈRE QUI EN CACHE UNE AUTRE

PAR BERTIL MUNK // MILITANT AUX JEUNES FGTB

L'élection de Donald Trump à la présidence en 2016 avait donné à l'extrême droite européenne une légitimité supplémentaire, notamment sur les aspects migratoires et protectionnistes. Huit ans plus tard, le corpus idéologique du milliardaire reste sensiblement le même à l'exception d'une chose : le voilà meilleur ami avec les libertariens les plus cinglés. Le nouvel axe de l'extrême droite autoritaire outre-Atlantique partage un amour fou pour les crypto-actifs. De Javier Milei en Argentine en passant par Nayib Bukele au Salvador, ce fanatisme pour ces monnaies parasitaires et spéculatives symbolise une recombinaison possible du projet fasciste du 21^e siècle tout aussi capable de s'importer dans le paysage politique européen.

L'EXTRÊME DROITISATION DE LA SILICON VALLEY

L'évolution de la polarisation politique au sein des cadres exécutifs des entreprises de la Silicon Valley¹ en dit long sur cette mutation récente. Au début des années 2000, ces derniers s'identifiaient encore au parti Républicain, à l'époque de la droite modérée. Pendant vingt ans, leur positionnement s'est progressivement réorienté vers un soutien au parti démocrate. A contre-courant total de cette constante progression, un retour massif vers le parti républicain, pour le coup extrême-droitisé, s'observe depuis la sortie de crise du COVID-19.

Le « trumpisme » est devenu un idéal politique pour nombre de barons des nouvelles technologies. Plus grande richesse mondiale, Elon Musk promeut le « trumpisme » à coup de dizaine de millions de dollars et à travers une transformation de Twitter en arme réactionnaire. JD Vance, colistier de Trump pour la vice-présidence, est lui l'enfant prodige du fondateur de Paypal Peter Thiel et assure ce nouveau lien organique entre Silicon Valley et premier cercle « trumpiste ».

Le parrainage de ces milliardaires est bien entendu corrélé aux politiques fiscales accommodantes du Parti républicain. Les démocrates, davantage enclins à soutenir les syndicats, à taxer les grandes entreprises et à s'attaquer aux monopoles privés représentent logiquement une menace pour leur accumulation capitaliste démesurée. Beaucoup plus préoccupant, la mégalomanie de certains de ces magnats s'illustre par des affiliations idéologiques douteuses. Musk souscrit au long-termisme. Ce courant philosophique met en équivalence toute vie humaine présente avec celles du futur lointain. L'objectif est alors de défendre la civilisation humaine sur le temps très long, postulant que celle-ci serait mise en danger par une décadence occidentale ainsi qu'un Etat omnipotent qui rendrait sur plusieurs générations les individus trop paresseux.

Sans y faire référence, ces postulats délirants ont des traits communs avec l'imaginaire, non moins effrayant, du millénarisme hitlérien. La différence notable avec le siècle passé est que nous vivons dans une ère de techno-féodalisme, où la propriété des outils digitaux est accaparée par un nombre très limité de personnes qui en tirent des rentes astronomiques. L'intelligence artificielle devient clé ; seules OpenAI et une poignée d'entreprises concurrentes travaillant déjà sur le sujet seraient capables d'encadrer ces technologies pour éviter l'asservissement de l'humanité. L'unique verni démocratique de ce long termisme qui se marie si bien au projet d'extrême droite libertarien réside dans le monde des cryptos.

ALLIER DÉCLASSEMENT ET FINANCIARISATION

Alors que les plus grands groupes financiers sont acquis par l'investissement dans ces actifs spéculatifs, les fervents soutiens des monnaies cryptos continuent à être convaincus de leur esprit subversif. Ces monnaies/actifs spéculatifs ont été développés pour créer une alternative aux banques centrales, jugées responsables de la crise de 2008. Très loin d'une critique progressiste de la financiarisation de l'économie, l'objectif principal des cryptos réside dans l'hostilité contre l'intervention étatique dans la production monétaire. Les adeptes cryptos ont de multiples profils : certain-es purement utilitaristes, d'autres convaincus de l'avenir futuriste du projet et les plus fanatisés deviennent même des gourous en ligne. Le point commun reste une critique terriblement simpliste du monde de la finance et des banques centrales, qui a historiquement toujours été une porte d'entrée vers le fascisme.



Une partie substantielle des nouvelles générations tombent dans le piège. En France, plus d'un jeune sur 8 possède des actifs cryptos. Les mécanismes de solidarité collectifs sont sous attaque constante. Nous traversons une crise du coût de la vie et beaucoup se distancient des projets d'émancipation collective au profit d'espoirs individuels. Certain-es se fient alors à des conseils d'investissements ésotériques, sous-estimant le caractère hasardeux de l'investissement crypto.

La peur du déclassement a toujours représenté un terrain fertile pour l'extrême droite. Les projets fascistes se masquent sous des vernis populaires avant de se greffer à certaines préoccupations propres au patronat national. Melinda Cooper qualifie le fascisme comme une tentative d'éviter les menaces déflationnistes (ralentissement économique, chômage, etc.) sans menacer substantiellement la distribution de richesse et de revenu. Le projet crypto est alors un outil capable d'aller dans ce sens, protégeant un ordre établi inégalitaire en donnant des gages de changement. La présence d'un Trump à la convention Bitcoin annuelle à Nashville, où la visite d'un Zemmour auprès d'une Start up du secteur sont plus que des épiphénomènes. Ils sont le penchant économique d'un programme liberticide pour l'ensemble de la classe travailleuse internationale.

L'arrivée progressive du projet libertarien sur le continent par le biais des cryptos, amène deux nouvelles inquiétudes.

Premièrement, certains partis d'extrême droite européens se sont normalisés grâce à un positionnement tolérant vis-à-vis de l'État social. Cette ligne leur aliène les indépendant-es ainsi que les classes supérieures. Maintenant que le terrain politique leur est favorable, s'attaquer plus frontalement à l'État social peut devenir une nouvelle stratégie de conquête du pouvoir, déjà symbolisée en France par un « Macron-Lepénisme » naissant.

Enfin, pour la première fois à grande échelle, les 18-35 ans ont voté en masse pour l'extrême droite durant les élections européennes. Alors que jusqu'à présent cette catégorie d'âge était hermétique à ces idées, la dynamique s'inverse. Parmi ces jeunes, beaucoup sont des petits porteurs d'actifs cryptos. Ils représentent une bombe à retardement, car qui sait comment ils réagiront lorsque la prochaine bulle financière éclatera, et que l'ensemble de leurs réserves économiques disparaîtra.

À LIRE

No crypto, comment Bitcoin a envouté la planète

Nastasia Hadjadji, édition divergence, 2023

1 Zone de Californie qui symbolise les nombreuses innovations technologiques américaines de ces trente dernières années.

LES SOUTIENS D'EXTRÊME-DROITE À ISRAËL

PAR FLORIAN GILLARD

// ANIMATEUR AUX JEUNES FGFB

Comment expliquer que des figures de l'extrême droite,¹ historiquement et toujours antisémite, soutiennent Israël, un Etat créé pour les Juifs ? Qu'est-ce qui rapproche Israël de ce bord politique ?

Le fait que plusieurs hauts-dirigeants israéliens, comme Benyamin Netanyahu, Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich, soient issus de partis d'extrême droite est un début de réponse, mais ne suffit pas à expliquer ce phénomène à lui seul. Il est surtout important de se pencher sur l'idéologie sioniste ainsi que la création de l'Etat d'Israël en 1948 et notamment le concept de « guerre de civilisation », afin de mieux comprendre comment Israël s'est attiré les sympathies d'une grande partie de l'extrême droite dans le monde et plus particulièrement dans les pays impérialistes. Nous verrons ensuite en quoi le gouvernement israélien se fiche bien des positions antisémites de ces partis, tant qu'il bénéficie de leur soutien.

1948 : LA CRÉATION D'ISRAËL ET LE NETTOYAGE ETHNIQUE DES PALESTINIENS

Le projet sioniste, qui a donné lieu à la création de l'Etat d'Israël en 1948, tient ses origines de la fin du XIX^{ème} siècle : alors que les juif-ves d'Europe subissaient les horreurs de l'antisémitisme, les pogroms et la mise en ghettos, des intellectuel-les juif-ves mettent en avant l'idée de la création d'un État essentiellement juif pour ne plus subir les violences des persécutions en Europe. Ce projet est soutenu par de nombreux antisémites qui s'accommodent bien de voir les Juif-ves émigrer en dehors d'Europe. Ce projet est porté par une frange des chrétiens les plus religieux, considérant que le retour des Juif-ves en Palestine allait accélérer la deuxième venue du Christ. Le mouvement sioniste fait pourtant débat au sein de la communauté juive, notamment chez les laïques et les orthodoxes, qui voyaient d'un mauvais œil la création d'un Etat juif pour des raisons religieuses ou nationalistes. Notons également que le choix de la Palestine comme « terre d'accueil » fut adopté lors du mandat britannique au Moyen-Orient, d'autres régions ayant auparavant été envisagées par les penseurs sionistes.

Des débats portaient également sur la forme que devait prendre le sionisme : le point central se situait sur la place donnée aux Arabes (Palestiniens) déjà présents sur le territoire du futur Etat juif. Fallait-il les intégrer (jusqu'à une certaine mesure) ou fallait-il les expulser ? Le débat fut tranché après la seconde guerre mondiale et l'Holocauste, où le mouvement sioniste prit de l'ampleur et l'immigration juive en Palestine s'accéléra. Sous l'égide de David Ben Gourion, c'est le courant du sionisme visant à « transférer » les Palestiniens hors de leur terre et créer un État à majorité juive qui fut adopté. Ainsi, de 1947 à 1949, les dirigeants politiques et militaires mirent en place un nettoyage ethnique de la Palestine² et expulsèrent dans la brutalité 750 000 Palestinien-nes de chez eux – pour ne plus jamais y revenir. Les milices sionistes tuèrent près de 150 000 Palestinien-nes et détruisirent des centaines de villes et de villages³, pour y reconstruire par la suite des habitations et des infrastructures pour les Israélien-nes. Ces exactions étaient réfléchies, pensées par des hauts dignitaires du régime sioniste naissant, et motivées par la soi-disant « menace existentielle » que représentaient les Palestinien-nes pour Israël. Cette Nakba⁴ ne fut jamais reconnue par les différents gouvernements israéliens.

Depuis 1948, le mouvement sioniste n'a pas dévié de sa forme coloniale, nationaliste et raciste. Les Palestinien-nes ont vu leur territoire se réduire au fil des ans au profit des Israélien-nes, dans l'indifférence quasi totale des États occidentaux. Le projet de création d'un État majoritairement, voire entièrement juif, tel qu'il a été matérialisé, a continué de prospérer dans le plus grand mépris des vies humaines et du Droit International. Ce processus a atteint une nouvelle étape de sa réalisation l'année dernière avec le génocide des Palestinien-nes.

ISRAËL ET LA "GUERRE DE CIVILISATION"

Un autre point de convergence entre Israël et l'extrême droite se trouve dans la désignation de l'Islam comme principal ennemi de l'Occident. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, l'imaginaire fasciste de la « guerre de civilisation » a pris de l'ampleur⁵. Cette idée, qui sous-tend la théorie du grand remplacement chère à l'extrême droite, consiste à opposer le monde arabo-musulman, « peuple des ténèbres » comme dirait Benyamin Netanyahu, au monde occidental civilisé et démocratique, « peuple de la lumière ».

Israël se voit comme la seule démocratie du Moyen-Orient dans une région hostile aux « valeurs occidentales » et se présente comme la première ligne de défense du « monde civilisé » face aux « barbares » de l'Orient. C'est dans cette optique que l'extrême droite soutient Israël : entre guerre coloniale menée contre le peuple palestinien d'un côté et fermeture des frontières de l'autre (et autres déclarations et politiques racistes), le pont est vite franchi.

Pour lire la suite de l'article,
scannez le QR code ou rendez vous sur



<https://camarade.be/les-soutiens-dextreme-droite-a-israel/>



- 1 Nous utilisons ici une définition large de l'extrême droite, allant du fascisme aux conservateurs les plus réactionnaires.
- 2 A ce sujet, voir Le nettoyage ethnique de la Palestine, Ilan Pappé.
- 3 <https://www.aa.com.tr/fr/monde/palestine-76-ans-apr%C3%A8s-la-nakba-les-faits-et-les-chiffres-/3220331>
- 4 Catastrophe en arabe.
- 5 <https://orientxxi.info/magazine/antisemitisme-l-extreme-droite-blanchie-par-son-soutien-a-israel,6952>

INTERVIEW

TOUT DONNER CONTRE LE FASCISME

PROPOS RECUEILLIS PAR JULIEN SCHARPÉ
// CHARGÉ DE COMMUNICATION AUX JEUNES FGFB

Raphaël Arnault est un militant antifasciste qui a participé à la création de la Jeune Garde en 2018. Il en devient son porte-parole jusqu'en 2022 où il remet son mandat pour se présenter aux élections législatives. Il poursuit actuellement son engagement à l'Assemblée nationale comme député du Nouveau Front Populaire de la première circonscription du Vaucluse.

// PEUX-TU NOUS DIRE COMMENT TU EN ES VENU À PARTICIPER À LA CRÉATION À LA JEUNE GARDE ? QUEL ÉTAIT PLUS EXACTEMENT LE CONTEXTE À LYON ?

Tout a commencé pendant le mouvement social contre la loi travail en 2016. Je m'intéressais déjà à la politique depuis quelques années et c'est à ce moment où je m'investis le plus en tant que militant. Je suis notamment à la tête de certains cortèges de jeunesse, c'est dynamique. Et en fait, à ce moment-là, les fascistes sont en roue libre.

Ils ont cinq locaux publics, ils attaquent toutes les manifestations. Soit très frontalement de groupe à groupe, où ils rassaient la manif. Soit autour des manifestations pour attraper des militant-es, leur donner trois gifles et ensuite partir en rigolant. Il n'y avait pas de résistance de notre part et c'est ce qui a provoqué un déclic : il faut reprendre en main la question de notre autodéfense.

On a repris en main la question de l'autodéfense pour éviter que les fascistes massacrent les différents mouvements d'émancipation : les combats syndicaux, antiracistes ou encore les droits LGBT. Par exemple, la marche des fiertés ne pouvait plus passer dans le vieux Lyon parce que la préfecture estimait que ça allait provoquer les groupuscules d'extrême-droite. Il y avait un tel niveau de violence affiché chez eux qu'ils étaient capables de rassembler 150 à 200 personnes pour attaquer la manifestation. Le résultat, c'est que la préfecture a fini par considérer qu'il s'agit de leur quartier et qu'elle ne va pas les exciter en permettant qu'il y ait une marche LGBT.

C'est un truc de fou en vrai. C'est à ce moment qu'on s'est dit qu'il se passe quelque chose de particulièrement inquiétant. Et c'était pareil au niveau de la réponse politique : toutes les organisations de gauche n'arrivaient plus à s'emparer de la question de l'antifascisme pour deux raisons.

Déjà parce qu'il y avait la peur de l'extrême-droite. Celle-ci devenait tellement forte qu'on n'arrivait plus à protéger nos mouvements. Mais aussi une autocritique de nos propres mouvements politiques antifascistes : les antifascistes étaient rentrés dans une culture de sur-radicalité. Alors, je n'ai aucun problème quand la radicalité a un objectif politique clair. Mais ici je veux parler de cette radicalité de façade, où on cherche à se faire plaisir en tant que militant-es plutôt qu'obtenir une victoire. C'était ridicule parce qu'on partageait des mots d'ordre lunaires, on refusait d'avoir un service d'ordre sous prétexte que ça faisait trop militaire, mais nos rassemblements ne dépassaient pas la centaine de personnes. Notre image en tant que militant-es antifascistes était catastrophique.

Cette situation était problématique partout, et d'autant plus dans une ville comme Lyon où les fascistes sont en roue libre. On ne rassemblait personne quand on devait être un millier. On a finalement réussi à rassembler plus de 5000 personnes avec la Jeune Garde, et imposer à la préfecture de passer dans le vieux Lyon.



// QUELS SONT LES DANGERS DE L'EXTRÊME-DROITE EN FRANCE ? LES MÉDIAS ONT LONGTEMPS PARLÉ DE LA DÉDIABOLISATION DU FN/RN, MAIS QU'EN EST-IL SUR LE TERRAIN ?

On utilise beaucoup ce terme de dédiabolisation, mais je parlerais plutôt de normalisation du Rassemblement National. Parce qu'en parlant de dédiabolisation, ça donne l'impression qu'il y avait une diabolisation. Ils sont pourtant eux-mêmes et il n'y a pas besoin de les diaboliser : ce sont des fascistes. Il y a en revanche eu un effet de normalisation et d'intégration dans le champ politique et médiatique.

Et ça entraîne des conséquences politiques très concrètes, je le vois encore aujourd'hui à l'Assemblée Nationale où ils y vont comme des porcs. Dès qu'on parle des problèmes de logement, d'alimentation et de pauvreté que vivent les étudiant-es, la seule réponse du RN est de s'opposer à l'islamisme dans les universités. Déjà aujourd'hui, leur présence pèse sur le champ politique.

Même si c'est difficile d'estimer les liens qu'entretient le RN avec les milices d'extrême-droite, on les voit très bien. Ils essaient de les cacher parce qu'ils ont une stratégie pour mieux s'intégrer à la bourgeoisie, mais on arrive à les démasquer. C'est important de se mobiliser parce qu'ils essaient à chaque fois d'intégrer leurs éléments les plus radicaux. Si les mobilisations faiblissent ou cessent, ils vont par exemple pouvoir librement engager un néonazi comme assistant parlementaire. Même si nous pesons encore suffisamment dans la société pour le leur interdire, ils continuent d'essayer.

On sait aussi très bien qu'il existe des militants de l'Action française et d'autres groupuscules qui ont participé à des campagnes du RN. On les avait démasqués à Lyon, où les militants identitaires les plus violents ont participé à la campagne d'une candidate RN.

Pour comprendre le danger de l'extrême-droite, il faut revenir sur un événement qui m'a beaucoup marqué : le match France-Maroc. Des ratonnades ont été organisées sur tout le territoire. Deux semaines avant le match, les responsables du RN parlaient sur toutes les chaînes télé d'un climat de guerre civile, comme si les Marocain-es allaient faire la chasse aux blancs. Ils savaient très bien que ça n'arriverait pas puisque les milices communautaires n'existent pas et que « la chasse aux blancs » ça n'existe pas. Dans les faits, ce match était un moment festif entre les Français-es et Marocain-es. Mais des milices armées d'extrême-droite ont organisé des attaques dans plus d'une dizaine de villes en France. Le but de ces milices est de semer la haine et avoir l'occasion de cogner des Marocain-es. Les responsables du RN le savaient et ont encouragé toute cette violence pour préparer leurs discours de haine.

On se doute qu'il n'y a pas eu de réunion entre les cadres du RN et ces milices. En revanche, ils connaissent leur agenda et savent pertinemment

ce qui allait se passer. Ils préparent systématiquement le discours médiatique pour tirer profit d'une logique raciste et infuser ailleurs. C'est d'ailleurs ce qu'il se passe lorsqu'un ministre de l'Intérieur reprend les termes de l'extrême-droite la plus dure. Ça leur permet de légitimer leur action politique et d'essayer de créer des émeutes racistes comme en Angleterre. En tout cas on s'y prépare.

// ET QUELLE MESURE LA DROITE TRADITIONNELLE, VOIRE UNE FRACTION DE LA GAUCHE, FAVORISENT-ELLES LE DÉVELOPPEMENT DE L'EXTRÊME-DROITE ?

Pour les macronistes, c'est une volonté politique qui se transforme en volonté idéologique. Ce sont de véritables mollusques intellectuels qui vont préserver leurs intérêts individuels et économiques en tant qu'élus et classe organisée. Il va de soi que les macronistes durcissent leur discours pour répondre en période de crise sociale, économique et politique, et se tournent assez naturellement vers l'extrême-droite pour justifier leurs décisions. Ils reprennent les termes de l'extrême-droite et finissent par les valider. Je pense qu'on est arrivé à un stade où typiquement notre Président de la République peut avoir actuellement les mêmes observations que l'extrême-droite sur la société. Pas autant qu'une Marine Le Pen au pouvoir, ça c'est sûr, mais le manque de colonne vertébrale idéologique de certain-es laisse une porte ouverte à l'extrême-droite.

La feuille de route idéologique du RN est le racisme, quoiqu'il arrive, ils y reviennent toujours. Quand les macronistes essaient d'exister face à la gauche, ils n'ont aucun problème à raconter n'importe quoi. Ils reprennent à leur compte le discours d'extrême-droite si ça peut servir leurs intérêts personnels. Par exemple, un député était revenu avec ces histoires d'antisémitisme dans le mouvement de soutien à la Palestine dans les universités. Comme ça me saoulait, je suis allé le voir après la commission pour lui demander s'il y croyait vraiment. Je lui ai demandé pourquoi il s'intéressait soudainement à l'antisémitisme comme il n'avait jamais rien fait avant. Mais à part relayer des fake-news, il n'y avait rien. Ça se voit dans leur regard qu'ils y croient à moitié et que c'est seulement répéter le discours médiatique qui permet de taper sur la gauche.

Ce que j'observe aussi, c'est que des personnalités de gauche s'adaptent à un discours médiatique ambiant pour exister politiquement. Et là tout s'écroule, parce que dans le contexte actuel, ça revient à tenir des discours objectivement de droite. Heureusement que nous avons une force politique dans le pays qui est arrivée à recentrer la gauche et en reprendre les rênes. Mais celles et ceux qui sont tentés par l'opportunisme médiatique devraient regarder ce qu'il se passe sur le terrain et se faire une raison. La campagne qu'on a gagnée à Avignon révèle aussi un peu ça.

La situation actuelle en France, c'est qu'on part de loin. Je pense à l'assassinat de Martin Aramburu en plein Paris par l'extrême-droite, le 19 mars 2022, à 3 semaines du 1^{er} tour des élections présidentielles. Aucun-e responsable politique, même de gauche, n'en parle. Ce drame aurait dû être un tournant durant la présidentielle. Mais à cause du manque de consistance de certain-es, on laisse l'extrême-droite agir.

Maintenant, avec la place que la Jeune Garde a ramené à gauche et dans le paysage politique, on ne se laissera plus faire. Nous ne comptons plus laisser l'extrême-droite commettre des meurtres et attentats sans que toute la gauche réagisse.

// À TES YEUX QUELS OBJECTIFS GÉNÉRAUX DOIT SE DONNER L'ACTION ANTIFASCISTE ? SES MOYENS DOIVENT-ILS SE LIMITER À UN FRONT RÉPUBLICAIN ?

On ne s'était jamais imaginé avec la Jeune Garde qu'on arriverait à faire élire un député. On rêvait initialement de s'implanter dans chaque ville et d'avoir une coordination nationale, mais ce n'était pas un projet politique en soi. En revanche, on s'était donné comme objectif de lutter contre le fascisme par tous les moyens nécessaires.

Où que soient les fascistes, on veut s'y opposer et occuper le terrain par tous les moyens. C'est vraiment la ligne politique qu'on a voulu tenir, et pas en faire qu'un slogan pour se faire plaisir. Si l'extrême-droite nous

attaque violemment dans la rue, on y répond en sachant se défendre. S'ils essayent d'investir les institutions pour tordre le bras à nos libertés, alors on les affronte dans les urnes et à l'Assemblée nationale. Il y a vraiment cette logique de front à front, où on ne se refuse rien.

Après, sur la ligne politique à avoir, elle ne change pas selon l'endroit où on les affronte. Mais dans la pratique, on s'adapte et on ne se bat pas de la même manière face à des fafs qui tiennent des barres de fer qu'en face de députés en costume cravate. Très bien, ce ne sont pas les mêmes codes, mais on y va avec la même volonté de vaincre et la même ligne politique.

Malheureusement le front républicain est aujourd'hui dévoyé. Déjà parce que le parti du même nom part en vrille, mais aussi parce que celles et ceux qui en appellent au front républicain appliquent des politiques racistes et islamophobes. Par contre, faire un front unitaire contre l'extrême-droite, y compris avec des démocrates qui ne partagent pas l'ensemble de notre ligne, est possible dans un combat spécifiquement antifasciste.

// VOIS-TU UNE COMPLÉMENTARITÉ ENTRE L'ACTION PARLEMENTAIRE ET L'ACTION DE TERRAIN DANS LA LUTTE ANTIFASCISTE ?

Certain-es camarades libertaires et communistes considèrent qu'on ne devrait pas participer aux institutions parce qu'elles corrompent et que ce serait trahir nos principes. Il faut toujours prendre en compte cette critique, parce que les institutions dans lesquelles je suis poussent effectivement à abandonner nos principes. Mais c'est une posture un peu déconnectée des enjeux que nous vivons.

Il y a un certain confort à s'enfermer dans du purisme idéologique. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, c'était possible parce qu'on bénéficiait de l'héritage de la résistance et du fait que les partis communistes européens ont réussi à imposer aux gouvernements des avancées sociales drastiques. À un point que la droite et l'extrême-droite, pour exister politiquement, devaient utiliser notre langage. La génération de

nos parents et nos grands-parents ont grandi dans ce contexte où il n'était pas nécessaire de vraiment surveiller les institutions pour construire des rapports de force.

Nous payons aujourd'hui cette erreur et tout part en cacahuète. C'est justement dans ces moments-là où l'on a besoin de camarades à l'intérieur des institutions pour contrôler que les élus respectent le mandat qu'on leur donne. Il faut se donner les moyens de tirer les oreilles de celles et ceux qui partent à la dérive.

Avant même que je sois élu député, on avait déjà commencé ce travail de relayer aux partis plus institutionnels les réalités de terrain. Cela passait aussi par le fait de faire signer des appels à manifestation à des député-es, des maire-sses et des militant-es antifascistes pour construire des fronts unitaires. Je pense vraiment qu'il faut aller partout et par tous les moyens faire prendre conscience des dangers de l'extrême-droite. C'est sur tous les fronts que nous les vaincrons.

// QUELLES DIFFICULTÉS PEUX-TU RENCONTRER DEPUIS TON ÉLECTION À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ?

J'étais vraiment très mal à l'aise en rentrant dans cette institution. Heureusement qu'il y avait mes camarades. Mais j'ai mis du temps pour vaincre le syndrome de l'imposteur. Ces grandes institutions ne nous font pas nous sentir à notre place. On passe du temps à croiser la bourgeoisie, qui de façon générale, nous montre qu'elle ne souhaite pas nous voir là. Ça se voit dans leurs regards et leur attitude qu'ils préféreraient que je ne sois pas là.

Mais les croiser et les confronter relégitime notre engagement. C'est ce qui donne envie de tout déchirer. Mais ce qui est déconcertant, c'est que j'imaginai que notre force politique allait les pousser à être plus modérés. Je pensais sincèrement qu'ils allaient essayer de nous contourner et y aller un peu mollo. Mais la classe politique est tellement déconnectée qu'ils en ont rien à foutre et y vont à 200 à l'heure. Qu'ils ne cachent même pas leur racisme m'a le plus surpris. Mais c'est pour ça qu'on donne tout ce qu'on a contre elleux.

LA RÉVOLUTION DES ŒILLETS : UNE RÉVOLUTION SOCIALISTE

PAR MIGUEL SCHELCK

// ANIMATEUR AUX JEUNES FGTB BRUXELLES

Pendant plus de 41 ans, les portugais ont dû vivre sous un régime fasciste contrôlé par l'économiste António de Oliveira Salazar jusqu'à son accident vasculaire cérébral en 1968, puis par l'ancien ministre des colonies, Marcelo Caetano, jusqu'à sa reddition le 25 avril 1974.

Ce régime repose sur un parti unique (l'*União Nacional*) qui met en place une dictature corporatiste, catholique, nationaliste, conservatrice, hostile aux syndicats, au socialisme et au communisme. Il met également en place un arsenal répressif (notamment via sa police politique). Ses mots d'ordre sont : « Famille, Patrie, Travail et Dieu ».

Salazar dote également l'État d'organes de propagande dont, par exemple, le secrétariat de propagande national (devenu en 1944 le secrétariat national d'information), qui ont pour mission principale la diffusion de deux idées. En premier lieu, celle de la régénération de la nation portugaise (*regeneração*) qui défend la volonté d'un retour à une époque où le libéralisme, la modernité et la révolution industrielle n'existaient pas. En deuxième lieu, le lusotropicalisme, c'est-à-dire l'idée que la colonisation portugaise serait différente, meilleure, que d'autres types de colonisation par sa douceur et sa volonté d'intégrer les colonisés à l'Empire colonial portugais. Le lusotropicalisme s'appuie sur l'affirmation qu'il n'y a pas d'un côté les Africains et de l'autre les Européens, qu'il n'y a que des Portugais. »

Si la propagande à l'égard du peuple portugais est très importante, il en va de même pour la censure. Dès 1933, la CGT portugaise et le Parti Communiste Portugais sont déclarés illégaux, les grèves sont interdites et toute opposition politique et médiatique est muselée. Salazar peut compter sur la PIDE pour s'assurer de la stabilité du régime : elle surveille, réprime, enferme, torture, espionne, expulse et élimine toute forme d'opposition politique ou de dissidence à l'égard du régime. Plus largement, toute la population – colonisée y compris – est mise sous surveillance permanente avec la présence d'indicateurs secrets (les *Bufos*) dans et en-dehors du Portugal, leur rôle étant de contrôler et de prévenir toute action contre l'État.

Malgré tout, les luttes d'indépendance dans les colonies de l'Empire portugais et la guerre menée en réaction à celles-ci dans les années 60 poussent certains officiers, appuyés par les soldats, dont une grande partie sont envoyés de force au front, à fomenter un coup d'État. Ils créent le Mouvement des Forces Armées et enclenchent l'opération qui mettra fin au régime salazariste le 25 avril 1974 : c'est le début de la révolution des œillets, un processus révolutionnaire qui durera deux ans et amènera à de nombreux changements au sein de la société portugaise.



En effet, souvent réduite à un simple coup d'État militaire, la révolution des œillets recouvre pourtant un mouvement social d'ampleur. Celui-ci a non seulement mis fin une fois pour toute au régime fasciste institutionnalisé par Salazar, mais a aussi ouvert la voie à la fin du colonialisme portugais et à l'instauration de nombreuses mesures socialistes au sein du pays.

Ce mouvement social est marqué par des occupations massives d'entreprises et de logements (les commissions des *moradores*), mais également de grèves (environ 4000 entre avril 1974 et novembre 1975) et de manifestations de masse, tantôt sous l'égide de l'intersyndicale et du PCP, tantôt à travers l'auto-organisation des travailleurs. A travers ces actions, la classe travailleuse fait tomber six gouvernements transitoires en deux ans, purge les anciens de la PIDE et ses indicateurs des instances de pouvoir, libère les nombreux prisonniers politiques et obtient des victoires démocratiques et sociales importantes comme le suffrage universel, les nationalisations de nombreuses entreprises, l'élargissement des droits syndicaux, la réduction de la journée de travail, l'éducation gratuite, etc.

Plus largement, le 25 avril 1976, sous la pression de la classe travailleuse, est proclamée l'une des

constitutions les plus progressistes d'Europe. Celle-ci promulgue l'égalité de genre, de « race » et de religion, mais aussi la volonté de tendre au socialisme et à une société sans classe, la souveraineté du peuple, le caractère irréversible des nationalisations, l'appropriation collective des moyens de production, le droit au logement, au travail et à la santé, etc. Cette constitution conduira également à l'instauration de la démocratie parlementaire représentative (dans un régime semi-présidentiel) et à l'indépendance des colonies.

La révolution des œillets est donc bien plus qu'une simple transition opérée par le haut par les élites portugaises et le Mouvement des Forces Armées vers la démocratie parlementaire ; elle est une période où la lutte des classes a été intense et a abouti à de nombreuses avancées socialistes et démocratiques pour l'ensemble des travailleurs portugais.

Ainsi, à contre-courant du mythe répandu par la droite et l'extrême-droite au Portugal et ailleurs, qui réduit la révolution des œillets au simple coup d'État militaire du 25 avril 1974, on peut parler de la révolution des œillets comme étant une révolution socialiste.

POUR ALLER PLUS LOIN

« C'est le peuple qui commande. La révolution des œillets : 1974-1976 », Victor Pereira, éditions du détour, 2022.

« Un peuple en révolution. Portugal 1974-1975 », Raquel Varela, éditions Agone, 2018.

« Sous les œillets, la révolution », Yves Léonard, Chandeigne, 2023.

À LIÈGE : NUIT BLANCHE CONTRE LISTES NOIRES



À l'avant-veille des élections communales et provinciales, se tenait l'évènement Nuit Blanche contre Listes Noires sur Liège et sur Namur. L'ASBL La Cible, à l'initiative de cette soirée dans la Cité Ardente, a invité les lieux culturels, le secteur associatif et l'HORECA à se mobiliser contre les idées d'extrême droite. Concerts, débats, projections, conférence, exposition, jeux, goûter et souper, ... de nombreuses activités ont éclairé la ville pour clamer haut et fort que Liège est et restera une ville antifasciste !

Après les élections du 9 juin, le visage de l'Europe se montre de plus en plus noir. L'extrême droite est en tête dans de nombreux pays et fait partie des premiers choix des Belges. Heureusement, au niveau régional, on est épargné-es, mais face à des discours de plus en plus décomplexés et jugés autrefois inacceptables, on ne peut que continuer à tirer la sonnette d'alarme.

L'objectif de cette soirée était de sensibiliser à la banalisation des discours et à la normalisation d'une extrême droite qui s'impose de plus en plus facilement. La quarantaine de partenaires gravitant autour est le vecteur de la réussite de la soirée. La société civile a montré une nouvelle fois son importance contre la montée des idées d'extrême droite.

Au lendemain des élections, on remarque l'absence d'élus dans les communes wallonnes, excepté Mouscron. Mais la droite s'extrémise et devient le tremplin de leurs idées : durcissement face à l'immigration, aux droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, mais également priorité à la thématique de la sécurité.

En Flandre, la commune de Ninove, est la première majorité absolue où le parti d'extrême droite n'a pas besoin d'une coalition et peut avancer seul. La situation à Ranst est sans précédent : l'extrême droite accède au pouvoir grâce à une majorité avec un parti indépendant créé par d'anciens élus CD&V & Open VLD. Le travail doit donc continuer. Il est crucial d'empêcher la structuration des groupes d'extrême droite grâce à différents leviers : rejoindre le groupe antifasciste local, appeler à passer la motion ville antifasciste, être intransigent sur les cordons sanitaires politiques et médiatiques, alimenter le travail de veille notamment via la fonction de signalement que propose clic-gauche.be, maintenir le travail d'éducation permanente, ...

Ne laissons pas l'extrême droite prendre du terrain !



À VERVIERS



Les Jeunes FGTB Verviers ont eu le plaisir d'animer, en collaboration avec le CEPAG, le PAC et le CRVI, un après-midi de sensibilisation aux dangers de l'extrême-droite à la Maison des Jeunes de Hodimont. Le groupe a été rejoint par les jeunes des MJ de Jalhay et de Herve.

Au programme : débat mouvant, analyse de la communication de l'extrême-droite, présentation du concept de la fenêtre d'Overton, et surtout beaucoup de débats constructifs.

Ils ont appris à identifier les techniques rhétoriques, les sujets récurrents et les cibles les plus à risque. Le groupe a également pu échanger sur les conséquences de la montée de l'extrême-droite sur leur quotidien et réfléchir à son vote, car la plupart s'exprimait pour la première fois dans les urnes le 13 octobre dernier.

L'animation se voulait un préambule à la pièce de théâtre Idées Noires, jouée au Centre Culturel de Dison, et qui fut un franc succès.



DÉFENDRE LE CHÔMAGE, C'EST DÉFENDRE L'EMPLOI

PAR L'ÉQUIPE DU CEPAG //

Ce titre peut paraître provocateur à l'heure où la limitation dans le temps des allocations de chômage a été imposée dans les débats publics. Au point qu'elle semble aujourd'hui être devenue une évidence aux yeux de beaucoup et qu'elle se retrouve en tête de liste des mesures de la probable future coalition gouvernementale fédérale.

Comme les (très) nombreuses autres mesures de dégradation de l'assurance chômage mises en place ces 15 dernières années, la limitation dans le temps est présentée comme LA solution miracle, la voie royale vers le retour à l'emploi.

Pourtant, tout se passe comme si personne n'avait jamais réellement interrogé l'efficacité de ces mesures.

- ▶ La diminution des allocations remotive-t-elle les personnes privées d'emploi ?
- ▶ Les contrôles et sanctions favorisent-ils l'insertion, l'emploi, la reprise d'études ou de formation ?
- ▶ La limitation des allocations a-t-elle un effet bénéfique sur le retour à l'emploi ?
- ▶ Le détricotage du chômage complet, des allocations d'insertion ou des RCC (ex-prépensions) a-t-il tenu ses promesses ?

Toutes ces questions semblent totalement absentes des débats. De nombreuses études se sont déjà pourtant penchées sur celles-ci. Et leurs conclusions sont sans appel : outre leurs conséquences sociales désastreuses, les mesures répressives, de contrôles et sanctions

n'ont aucun effet sur le retour à l'emploi. Pire, elles renforcent l'éloignement de l'emploi et l'exclusion sociale.

Pourtant, ces analyses n'ont pas été réalisées par des collectifs militants, des associations ou des organisations syndicales. Elles ont été rédigées par des institutions indépendantes et reconnues : ONEM, IRES, FOREM, ACTIRIS, ULB... A priori, donc, pas de raison de les balayer d'un revers de la main.

Les mesures n'ont en réalité jamais été justifiées par des éléments tangibles et encore moins par des études étayées. Bien au contraire ! C'est la stigmatisation des sans emploi qui a été de mise : profiteurs, fainéants, assistés, fraudeurs... Aucun stéréotype n'aura été oublié pour les dénigrer. Pourtant ces préjugés méritent eux aussi une analyse sérieuse. Les chômeuses et chômeurs sont-ils trop payés ? Chômage de longue durée est-il synonyme d'inactivité ? Le chômage coûte-t-il si cher ?

C'est sur ces questions, ainsi que sur l'(in)efficacité des mesures d'exclusion, que la nouvelle campagne du CEPAG se penche. Elle passe également en revue les conséquences socio-économiques de 15 ans d'attaques contre l'assurance chômage : chute drastique du nombre de prépensions et de sans emploi indemnisés, explosion des revenus d'intégration et des malades de longue durée, etc.

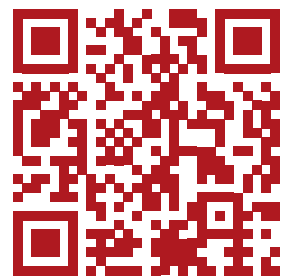
À la vue de ce bilan désastreux, on pourrait s'interroger : pourquoi certains responsables politiques s'entêtent-ils à vouloir mettre en œuvre des politiques qui ne fonctionnent pas ? Pourquoi en rajouter une couche en limitant le

chômage dans le temps ? Pourquoi alimenter sans cesse la stigmatisation, monter les gens les uns contre les autres en faisant croire aux travailleurs et travailleuses sous contrat que c'est en tapant sur leur voisin précaire que leur situation va s'améliorer...

Le véritable objectif ne serait-il pas plutôt de diminuer le niveau de protection sociale pour faire pression à la baisse sur les salaires et conditions de travail ? Il s'agit ici du dernier axe de la campagne : rappeler le lien entre niveau de protection sociale et qualité de l'emploi. Si la Sécurité sociale nous protège toutes et tous individuellement contre la précarité, elle protège également collectivement les travailleurs et travailleuses contre la dégradation généralisée des salaires et conditions de travail. Ce lien essentiel – qui semble pourtant évident quand on constate les conditions de travail et de vie dans les pays n'ayant pas de système de Sécurité sociale – semble en effet avoir été trop souvent oublié.

En cette année de 80^{ème} anniversaire de la Sécurité sociale, et à l'heure où de nouvelles menaces pèsent sur elle, mettre en évidence ce lien et déconstruire certains préjugés semblaient nécessaires, voire indispensable, pour alimenter et enrichir les débats politiques et citoyens.

LES OUTILS DE LA CAMPAGNE



www.cepag.be/campagnes



@CEPAGasbl

@CEPAGmouvement

Non, être au
CHÔMAGE
ce n'est pas être en
VACANCES

“ Les sans emploi sont contrôlés tous les 3 à 12 mois et peuvent être sanctionnés pour : recherche d'emploi jugée insuffisante, refus d'un emploi ou d'une formation, démission, abandon de formation, absence à une convocation... ”

Législation chômage

Non, les
SANCTIONS
ne sont pas
EFFICACES

“ Le durcissement de l'assurance chômage n'a aucun effet très clair sur la désincitation au travail. ”

Esther Duflo, Prix Nobel d'économie

Non, le
CHÔMAGE
n'est pas trop
GÉNÉREUX

“ La plupart des montants des allocations de chômage restent inférieurs aux différents seuils de pauvreté. ”

Rapport annuel 2023 de l'ONEM

Défendre
LE CHÔMAGE
c'est défendre
L'EMPLOI



Pas convaincu-e ?
Retrouve l'argumentaire
sur notre site

CEPAG
MOUVEMENT
d'éducation populaire

LANCEMENT D'UNE NOUVELLE ENQUÊTE LES JEUNES ET LE TRAVAIL



Le prochain gouvernement belge n'annonce rien de bon pour les travailleur-euses. Le gouvernement wallon non plus d'ailleurs. Diminution des conditions de travail dignes, limitation dans le temps des allocations de chômage, réduction structurelle des salaires, attaques sur les syndicats, etc.

Les jeunes seront bien évidemment touché-es par ces mesures, elles et eux qui doivent déjà jongler entre différents emplois et statuts, entre jobs et études, qui ont un droit de plus en plus réduit aux allocations d'insertion, qui ont du mal à trouver un stage ou un premier emploi ... Ajoutons-y un monde du travail dérégulé, des patrons ne respectant pas le droit du travail et traitant les jobistes comme de la main d'oeuvre disponible à souhait, tout cela dans un contexte social de successions de crises économiques et d'une concentration de la richesse dans les mains d'une minorité de plus en plus petite, au détriment d'une majorité de plus en plus pauvre.

On entend également partout de la part de la droite que les jeunes ne veulent plus travailler, qu'ils et elles n'ont pas de problème de contrat et ni de salaire. Pourtant, les jeunes sont déjà précarisé-es et exploité-es et le gouvernement les a encore dans le viseur.

C'est pour contrer les idées reçues sur les jeunes et pour nous permettre de lutter efficacement contre les attaques du prochain gouvernement que les Jeunes FGTB lancent leur enquête sur les jeunes et le travail.

Jeunes travailleur-euses, étudiant-es, indépendant-es, apprenti-es, artistes... Qu'importe le statut, tous et toutes font face à des difficultés en termes de salaire, de contrat, de respect de leurs droits, d'accès à l'emploi, de discriminations à l'embauche et sur le lieu de travail.

Tu es intéressé-e par les résultats de l'enquête ?

Tu veux faire part de ton expérience dans le monde du travail ?

Tu veux nous aider à combattre les mesures du gouvernement ?

Alors n'hésite pas à remplir notre enquête et à la partager autour de toi !

CAMARADE !

Camarade ! est un journal d'actualité et de réflexion syndicale par et pour les jeunes syndicalistes, édité par les Jeunes FGTB.

Notre objectif : traiter de l'actualité syndicale d'un point de vue jeune, mais aussi de proposer des réflexions sur le syndicalisme, le capitalisme, l'antifascisme, le sexisme, le racisme, l'écologie et bien d'autres thématiques.

Camarade !, ce n'est pas seulement un journal papier, c'est aussi un WebMédia qui proposera du contenu entre chaque numéro.

Camarade ! est ouvert aux publications extérieures. Envie de participer ? N'hésite pas à soumettre ta contribution (qu'elle soit une analyse politique, un travail artistique ou autre) au Comité de rédaction du journal.

communicationjeunes@jeunes-fgtb.be



Secrétariat général des Jeunes FG TB

Rue Haute, 42 – 1000 Bruxelles
02/506 83 92
jeunes@jeunes-fgtb.be

Bruxelles

Rue de Suède, 45 – 1060 Bruxelles
02/552 03 63
jeunes.Bruxelles@fgtb.be

Brabant Wallon

Rue du Géant, 4 Boite 2 – 1400 Nivelles
067/21 63 73
brabant-wallon@jeunes-fgtb.be

Centre

Rue H. Aubry, 23 – 7100 Haine-St-Paul
064/23 61 19
centre@jeunes-fgtb.be

Charleroi

Rue du Grand Central, 91 – 6000 Charleroi
071/231 277
Marie.SCHIAVON@fgtb.be

Liège

Place St Paul, 9/11 – 4000 Liège
08/009 00 45
jeunes.liege@fgtb.be

Luxembourg

Rue des Martyrs, 80 – 6700 Arlon
063/24 22 59
fgtb-luxembourg@fgtb.be

Mons-Borinage

Rue Lamir 18-20 – 7000 Mons
065/32 38 83
mons@jeunes-fgtb.be

Namur

Rue St Nicolas, 84 – 5000 Namur
081/64 99 56
namur@jeunes-fgtb.be

Verviers

Pont aux Lions 23, Galerie des Deux Places – 4800 Verviers
087/63 96 54
verviers@jeunes-fgtb.be

Wallonie-Picarde

Rue du Crampon, 12A – 7500 Tournai
069/88 18 04
tournai@jeunes-fgtb.be

Un journal des Jeunes FG TB



camarade.be



@CamaradeWebMedia

JEUNES
★ FG TB s'unir
lutter
gagner

Graphisme et mise en page : Nina Schwab

